

» pour racheter les esclaves, et recevrait en paiement
 » des terres dans le Texas. J'ai reçu du ministre texien
 » l'autorisation de vous dire que lord Aberdeen, afin
 » de décider le gouvernement texien à abolir l'escla-
 » vage, consentirait à garantir à la compagnie l'in-
 » térêt de l'emprunt. »

Celui qui écrit cette lettre est un homme très-intelligent et très-versé dans les affaires publiques. J'ai donc tout lieu de croire à l'exactitude de ses renseignements. Néanmoins, il est quelque peu difficile de comprendre les conditions de la négociation proposée : si l'argent que doit avancer la compagnie était remboursé avec des terres du Texas, ce ne serait pas un emprunt, et la garantie du gouvernement anglais ne serait pas nécessaire. Je crois plus probable qu'il a été fait plusieurs propositions entre lesquelles il y aurait à choisir ; une de ces propositions consisterait en une avance de fonds payable en terrains, et l'autre en un emprunt que le gouvernement anglais garantirait. Mais quelles que soient les conditions précises de la proposition, il ne paraît pas y avoir de doute quant à l'objet en vue et quant à la coopération offerte par le gouvernement anglais.

Nous ne pouvons rester témoins impassibles d'une négociation de cette espèce. Il s'agit d'un pays dont les territoires touchent aux États de l'Union, propriétaires d'esclaves, et, si elle se réalisait, elle pourrait créer pour ces États la position la plus dangereuse. Notre devoir est de nous y opposer. Si nous n'avions affaire qu'aux abolitionnistes du Texas, cela